

RAPPORT ANNUEL 2009



AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 2 283 933 €

Siège social : Parc Activité du Londeau, Rue de
l'expansion, CERISE, 61000 ALENCON

R.C.S. ALENCON B 592 045 504



AUGROS COSMETIC PACKAGING

Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires
du 24 Juin 2010

Rapport de gestion
sur les comptes de l'exercice clos
au 31 décembre 2009

SOMMAIRE

Conseil de Surveillance, Directoire, Comité de Direction Groupe, Actionnariat

Rapport de gestion du Directoire

Comptes consolidés

Annexe des comptes consolidés

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Comptes individuels

Annexe des comptes individuels

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes individuels

Résolutions

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Président	M. Jacques BOURGINE
Vice Président	Mme Geneviève BOURGINE
Membres	Mme Catherine BOURGINE BOUCHER
	M. Tony HEUDE

DIRECTOIRE

Président	M. Didier BOURGINE
Membre	M. Claude PHILIPPON

COMITE DE DIRECTION

Président	M. Didier BOURGINE
Directeur Industriel	M. Claude PHILIPPON
Directeur pôle décor MSV	M. Claude TROUSSET
Responsable financier	Mme Martine ESNAULT

ACTIONNARIAT

Famille BOURGINE	79%
Public	20%
Auto-détention	1%

AUGROS COSMETIC PACKAGING

Société anonyme à directoire et conseil de
surveillance au capital de 2 283 933 €
Siège social : Parc Activité du Londeau, Rue de
l'expansion, CERISE, 61000 ALENCON
R.C.S. ALENCON B 592 045 504

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 24 JUIN 2010

statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

I) L'ACTIVITE, LES RESULTATS ET LA SITUATION FINANCIERE

A) FAITS MARQUANTS ET ACTIVITE DU GROUPE

Une forte détérioration de l'activité commencée en Octobre 2008.

L'année 2009 a vu se poursuivre la dégradation du marché des produits de parfumerie de luxe, engagée depuis Octobre 2008 sous l'effet de trois facteurs :

- Ralentissement mondial des ventes de détail d'environ 5%.
- Ralentissement brutal des projets de lancement de produits nouveaux dans un environnement défavorable.
- Déstockage massif de l'ensemble de la chaîne de distribution y compris des marques.

Globalement, la situation du marché de la parfumerie a engendré une réduction des ventes des fournisseurs de packaging comprise entre 30 et 40%.

Celle-ci a été amplifiée sur le Pôle Décor sous l'effet de l'arrêt de la sous-traitance capacitaire, faible sur le Pôle Packaging en raison de l'impact très favorable des ventes de produits nouveaux engrangés en 2008 qui ont quasiment neutralisés la baisse des ventes de produits de réassorts.

L'inflexion positive de l'activité est apparue en juin 2009 pour se confirmer au 3eme Trimestre et s'intensifier au 4eme Trimestre 2009.

La contraction annuelle du Chiffre d'Affaire aura été de 35% par rapport à 2008. Le premier semestre 2009 était en recul de plus de 50%.

Afin de compenser la chute des ventes, la société a lancé un plan d'optimisation de ses charges externes et a procédé à une restructuration interne dès le premier semestre.

- Renégociation des loyers usines ;
- Réduction des salaires et indemnités des dirigeants ;
- Obtention de l'indemnisation du chômage partiel sur l'exercice 2009 ;
- Abandon du siège social de Colombes repositionné à Alençon ;
- Réduction (35 Salariés) des effectifs Direct, Structure et départs en retraite ;

La faiblesse de l'activité a provoqué une tension de trésorerie qui a été gérée de la façon suivante :

- Mise en place d'un plan de règlement auprès de la Commission des Chefs des Services Financiers portant sur certaines dettes sociales et fiscales pour un montant 1 983 K€. Le plan consenti prévoit un échéancier courant jusqu'en novembre 2012. L'encours restant au 31 décembre 2009 s'élève à 1 973 K€. Les pénalités de retard relatifs à ce différé de paiement pour 161 K€ n'ont pas été comptabilisés compte tenu de l'attente d'une remise gracieuse.

- Le report à 2016 de l'échéance de septembre 2009 du Plan RJ 10 ans, soit 442 K€, a été accepté par le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Enfin en présence d'une conjoncture économique difficile et eu égard au caractère volatile de l'évolution possible sur 2009, la société avait mis en place un plan de restructuration à fin 2008 dans le but de préserver son efficacité opérationnelle. Les coûts de ce plan étaient évalués à 722 K€ et avaient été intégralement provisionnés à la clôture 2008 (en résultat exceptionnel). La réalisation du plan n'a été que partielle sur 2009. Une reprise de provision correspondant à la partie consommée pour 287K€ a été comptabilisée en résultat d'exploitation. Le solde, soit 435K€, a été repris en résultat exceptionnel.

B) ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE

Les principaux indicateurs financiers de la société au 31 décembre 2009 sont présentés ci-après :

<i>(en K€)</i>		2009	2008
Dettes à plus d'un an – moins de cinq ans		5 520	3 638
Dettes à plus de cinq ans		3 478	4 131
	Total dettes	8 998	7 769
Actif réalisable			
Créances		2 717	4 282
Trésorerie		272	1 091
	Total actif court terme	2 989	5 373
Dettes court terme			
Dettes d'exploitation		4 744	4 364
Factor		2 074	3 733
	Total dettes court terme	6 818	8 097
Excédent actif réalisable/dettes court terme		- 3829	-2724

C) PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'est élevé à 10.350.518 euros contre 15.807.256 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation fait ressortir une perte de 2.440.672 euros. L'exercice précédent, quant à lui, faisait ressortir une perte 2 126 513 euros.

Le résultat financier se solde par un résultat négatif de - 158.303 euros, contre un résultat négatif de -403.425 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat courant avant impôts s'élève pour l'exercice 2009 à – 2.598.975 euros, contre -2.529.938 euros, pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel affiche un profit de 966.893 euros contre une perte de -1.011.961 euros l'année passée.

Le résultat net est de – 1.632.082 euros contre -3.541.899 euros en 2008.

D) PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

1) RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant du Groupe est de – 2.498 K€ contre un résultat de – 1.938 K€ pour l'exercice 2008.

2) COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement Groupe « auprès des établissements de crédits » (hors factor) s'inscrit à 391 K Euros contre 1.050 K Euros au 31 décembre 2008.

Dans ce contexte, la charge d'intérêts de l'année 2009 passe de – 228 K€ à - 362 K€.

3) AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels ressortent en positif sur l'exercice 2009 à 903K€ contre une perte de -1090K€ en 2008.

4) RESULTAT NET CONSOLIDE

Compte tenu des éléments qui précèdent, le résultat net, est de – 1813 K€ part du groupe contre une perte de – 4 533 K€ l'exercice précédent..

5) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT ET EBITDA

Dans ce contexte, la Marge brute d'autofinancement ressort à – 1.819 K€ contre – 1.398 K€ l'exercice précédent.

E) ACTIVITE DES DIFFERENTS POLES GEOGRAPHIQUES

L'activité par zone géographique du Groupe AUGROS COSMETIC PACKAGING SA pour l'exercice 2009 s'établit comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2009	% du CA	31/12/2008	% du CA
Europe	10.351	100	15.807	100
USA		0		0
Brésil		0		0
Total	10.351	100		100

F) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE et PERSPECTIVE d'AVENIR

La forte croissance du chiffre d'affaire du T1 en 2010 qui fait suite à la remontée progressive de l'activité constatée dès le T3 et le T4 2009, s'accélère avec l'entrée de produits nouveaux en fabrication en 2010.

L'intensité de cette remontée s'explique aussi par une activité très dépréciée au 1er Trimestre 2009.

Par rapport au 1er Trimestre 2008, l'activité reste en recul de 20%.

Le carnet de commande 2010 confirme la poursuite de cette remontée et son amplification à venir. Avec plus de 7,1M€ de commandes, le carnet au 24 avril, est en croissance de 73% par rapport à celui de 2009 à la même date.

PERSPECTIVE 2010 :

Le niveau d'activité soutenu qui devrait perdurer au moins jusqu'au 3ème trimestre 2010, nous permet de prévoir une croissance de l'activité du premier semestre d'environ 70% par rapport à 2009 et ainsi de retrouver un niveau d'activité proche de celui du premier semestre de 2008.

Sauf inversion de tendance durant le second semestre 2010, AUGROS devrait retrouver sur l'ensemble de l'année 2010, un Chiffre d'Affaire proche de celui de 2008, soit une croissance de l'ordre de 50% par rapport à 2009.

G) INVESTISSEMENTS et FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe a procédé, en 2009, aux investissements industriels minimaux nécessités par la réalisation des nouveaux contrats dans les meilleures conditions économiques possibles.

Sur le site d'Alençon, aucun investissement industriel capacitaire n'est prévu sur les deux prochaines années, seules les améliorations d'automatisation seront mises en œuvre.

Sur le site du Theil, un programme d'automatisation a été lancé qui s'échelonne sur 3 ans ; La première tranche réceptionnée en 2009, pour un montant de l'ordre de 130 K euros est en voie d'achèvement.

H) CHANGEMENTS DE METHODES INTERVENUS DANS L'EXERCICE

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Nous vous rappelons que le groupe a adopté les normes IFRS pour la première fois au 1er janvier 2005.

Le périmètre détaillé du groupe figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les règles et méthodes comptables appliquées par le groupe sont détaillées dans les annexes aux comptes annuels.

I) INFORMATIONS SUR LES RISQUES

A notre connaissance, il n'existe pas de risques significatifs en matière de taux de changes, de risques sociaux, de risques liés aux actions détenues ou tout autre risque (juridique, pays...) au sein du Groupe AUGROS C.P. à la date de la clôture du 31 décembre 2009.

En conséquence, le Groupe n'a pas adopté à ce jour de stratégie de couverture de risques et d'utilisation de produits dérivés particuliers.

J) UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers pouvant présenter un caractère de risque qui pourraient avoir un impact sur l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de

ses pertes et profits. Le Groupe n'est pas exposé aux risques sur les titres de capital (actions, OPCVM, dérivés...).

K) PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2009.

Nous vous informons que la société n'ayant ni plan d'épargne ni fonds commun de placement salarial, aucun salarié ne détient directement ou indirectement d'actions de la société.

II. INFORMATIONS JURIDIQUES

A) MANDATAIRES SOCIAUX

1) MANDATS OU FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société :

- Didier Bourguine assume les fonctions de Président du Directoire de AUGROS COSMETIC PACKAGING depuis le 1er Février 2002.
- Monsieur Jacques BOURGINE remplit les fonctions de Président du Conseil de Surveillance.
- Monsieur Claude Philippon est Membre du Directoire et est par ailleurs Directeur Industriel du groupe à la clôture de l'exercice 2009.

2) REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Nous vous communiquons ci-après les montants de rémunération nettes et indemnités perçues par les mandataires sociaux :

M. Didier BOURGINE, Président du Directoire : 123 200 €
M. Jacques BOURGINE, Président du Conseil : 4 000 € (indemnités).

3) JETONS DE PRESENCE

Nous vous rappelons que le montant des jetons de présence a été fixé à 4.500 € et ratifié lors de la dernière Assemblée Générale.

B) TITRES DE LA SOCIETE ET PARTICIPATIONS

1) REPARTITION DU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L.233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital social ou des droits de vote :

- La société PARTICIPATIONS ET FINANCIERE BOURGINE possède plus de la moitié du capital social et plus du tiers des droits de vote.

- M. Jacques BOURGINE possède plus du cinquième du capital social et plus du tiers des droits de vote.

2) EVOLUTION DU COURS DE BOURSE

Le cours de bourse de l'action Augros Cosmetic Packaging, code Sicovam 6178, côtée au compartiment C de la Bourse de Paris, était au 31-12-2009 de 0.80 Euros contre 0.52 Euros au 31-12-2008.

3) PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2009.

Nous vous informons que la société n'ayant ni plan d'épargne ni fonds commun de placement salarial, aucun salarié ne détient directement ou indirectement d'actions de la société.

4) FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination	% détention	Capital	Activité
Augros Inc	100 %		Injection plastique

5) PRISES DE PARTICIPATION ET PRISES DE CONTROLE DE L'EXERCICE

Néant

C) AUTRES INFORMATIONS :

1) CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES

Nous vous demanderons enfin de vous prononcer sur le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement que nous avons engagées au cours de l'exercice écoulé, dont le montant global s'élève à 56 648 euros et correspondant à un impôt sur les sociétés de 18 883 euros.

2) RESULTATS - AFFECTATION

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice écoulé correspondant à la somme de -1.632.082 euros de la façon suivante :

- l'intégralité au poste « report à nouveau ».

3) RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

Exercice	Dividende total versé	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Revenu réel à déclarer
2006	0	0	0	0
2007	0	0	0	0
2008	0	0	0	0

4) TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport, est joint, conformément aux dispositions de l'article R 225-102 du Code de Commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

III. INFORMATIONS NON FINANCIERES , SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

A) POLITIQUE DE PREVENTION DES RISQUES D'ACCIDENT TECHNOLOGIQUE

La société a nommé un Responsable en charge des problèmes de sécurité environnementale et a souscrit un contrat d'assurance Responsabilité Civile pour ces risques auprès de la compagnie COVEA RISKS.

B) INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES

A notre connaissance, il n'existe, dans les entreprises du Groupe, aucun élément environnemental de nature à avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe.

Toutefois, il est précisé que des investissements seront à prévoir dans les années à venir, notamment concernant le traitement des eaux sur le pôle Décor.

Sur le plan sociétal, il n'existe aucun risque de nature à avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe.

C) INFORMATIONS PROCEDURES LEGALES

A notre connaissance, il n'existe, dans les entreprises du Groupe, aucune procédure légale et évènement extraordinaire. Nous n'avons pas connaissance à ce jour de litiges ou arbitrages susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière du Groupe.

D) OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.

E) DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Les salariés de l'entreprise bénéficient d'un droit individuel à la formation, conformément à la Législation en vigueur et ont été informés individuellement par l'entreprise des modalités relatives à l'utilisation de ce droit.

F) INFORMATION LIEES A L'EFFECTIF

Au 31 décembre 2009, les effectifs se répartissent comme suit :

France	189
USA	0

A ce jour, les effectifs sont de : 223 personnes CDI, CDD, et intérimaires.

G) INFORMATIONS CONCERNANT LES DISPOSITIONS DE LA LME RELATIVES À L'OBLIGATION D'INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT (DÉCRET 2008-1492)

En application de l'article D.441-4 du code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition du solde des dettes fournisseurs à la date du 31 décembre 2009 par date d'échéance. Toutefois, s'agissant de la première année d'application, aucun comparatif avec l'exercice précédent n'est présenté pour cet exercice.

Etat des dettes Fournisseurs au 31.12.2009 (en K€)					
	Montant brut (hors FNP)	Montant échu	Montant à échoir		
			A 30 jours au plus	A 60 jours au plus	A plus de 60 jours
Fournisseurs	2 180				

H) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant HT des honoraires des commissariats aux comptes s'élève à :

- cabinet AUDITOR : 32 K€
- cabinet AD CONSEILS : 32 K€.

Il n'y a pas eu de prestation d'expert indépendant effectuée à la demande des Commissaires aux Comptes et de leur réseau dans le cadre de leur mission.

I) CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-86 et L.225-90 DU CODE DE COMMERCE

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

Vous trouverez dans l'annexe toutes explications complémentaires.

Votre Commissaire aux Comptes relate dans son rapport général, l'accomplissement de sa mission.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Fait à Alençon
Le 15 Avril 2010

LE DIRECTOIRE

ANNEXES

ANNEXE 1

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ANNEXE 2

BILAN

ANNEXE 3

COMPTES DE RESULTAT

ANNEXE 4

BILAN CONSOLIDE

ANNEXE 5

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE

Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2009

I. Bilan consolidé. (En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Actif non courant		3 932	4 898
Immobilisations incorporelles	(Note 4.1.1)	354	373
Ecart d'acquisition			
Immobilisations corporelles	(Note 4.1.2)	3 371	4 305
Actifs financiers non courants	(Note 4.1.3)	207	220
Impôts différés actifs	(Note 4.1.4)		0
Actifs des activités destinées à être cédées			
Actif courant		4 114	6 641
Stocks	(Note 4.2.1)	977	1 040
Clients et autres débiteurs	(Note 4.2.2)	2 508	4 290
Impôts exigibles	(Note 4.2.3)	366	224
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(Note 4.2.4)	262	1 087
Total actif		8 046	11 539

Passif	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Capitaux propres		-6 883	-5 070
Capital émis		2 284	2 284
Primes d'émission		3 959	3 959
Autres titres d'autocontrôle		-7	-28
Réserves		-11 307	-6 752
Résultats de l'exercice		-1 813	-4 533
Intérêts minoritaires			
Passif non courant		7 736	7 818
Dettes financières (part à plus d'un an)	(Note 4.3.1)	7 331	6 368
Impôts différés passifs			
Provisions	(Note 4.3.2)	405	1 326
Autres passifs non courants			125
Passifs des activités destinées à être cédées			
Passif courant		7 193	8 790
Dettes financières (part à moins d'un an)	(Note 4.3.1)	3 407	5 106
Impôts courants		137	155
Fournisseurs et autres créditeurs		3 525	3 275
Provisions			
Autres passifs courants		125	255
Total passif		8 046	11 539

II. Compte de résultat consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Chiffre d'affaires	(Note 4.4.1)	10 351	15 807
Autres produits de l'activité			0
Achats consommés		-3 914	-4 255
Variation des stocks de production		0	-237
Charges de personnel		-5 784	-7 278
Charges externes		-2 118	-4 095
Impôts et taxes		-427	-744
Dotations nettes aux amortissements		-1 072	-1 282
Dotations nettes aux provisions		163	-212
Autres produits et charges d'exploitation		301	358
Résultat opérationnel courant		-2 498	-1 938
Autres produits et charges opérationnels	(Note 4.5)	903	-1 090
Résultat opérationnel		-1 594	-3 028
Résultat financier	(Note 4.6)	-219	-775
Charges d'impôts		0	-731
Provision écart acquisition			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-1 813	-4 533
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net de l'exercice		-1 813	-4 533
Part du groupe		-1 813	-4 533
Part des intérêts minoritaires			
Résultat par action (part du groupe)		-1,27	-3,18
Résultat dilué par action (part du groupe)		-1,25	-3,11

III. Tableau de flux consolidé.
(En milliers d'euros)

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net des sociétés intégrées	-1 813	-4 533
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
- amortissements et provisions	149	2 330
- impôts différés	0	731
- actualisation passif RJ	204	381
- actualisation passif CCSF	-118	0
- étalement PCA sur lease-back	-255	-329
- plus-values de cessions nettes d'impôts	14	22
Marge brute d'autofinancement	-1 819	-1 398

- Variation des stocks et en cours	63	484
- Variation des créances liées à l'activité	1 640	1 326
- Variation des dettes liées à l'activité	232	543
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 935	2 353
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	116	955
- Acquisition d'immobilisations	-131	-669
- Cessions d'immobilisations		
- Variations des autres immobilisations financières	13	-12
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-118	-681
- Augmentation de capital en numéraire		
- Remboursements d'emprunts et dettes financières	835	-1 828
- Variation dette Factor	-1 659	-442
- Variations des autres financements		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-825	-2 270
Variation nette de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	-827	-1 997
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 085	3 082
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	258	1 085

IV. Variation des capitaux propres. (En milliers d'euros)

Situation au 31 décembre 2008	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conv/rééval	Titres d'autocontrôle	Capitaux propres
Situation à la clôture 31 décembre 2007	2 284	3 959	-5 404	-1 313	0	-68	-543
Variation de capital							0
Variation de périmètre							0
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							0
Affectation résultat			-1 353	1 313		40	0
Résultat consolidé de l'exercice				-4 533			-4 533
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							0
Variation des écarts de conversion			6				6
Correction d'erreurs							0
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							0
Autres mouvements							0
Situation au 31 décembre 2008	2 284	3 959	-6 752	-4 533	0	-28	-5 070

Situation au 31 décembre 2009	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conv/réeva I	Titres d'autocontrôle	Capitaux propres
Situation à la clôture 31 décembre 2008	2 284	3 959	-6 752	-4 533		-28	-5 070
Variation de capital							
Variation de périmètre							
Acquisition ou cession de titres d'autocontrôle							
Affectation résultat			-4 554	4 533		21	
Résultat consolidé de l'exercice				-1 813			-1 813
Distributions effectuées par l'entreprise consolidante							
Variation des écarts de conversion							
Correction d'erreurs							
Imputation de l'écart d'acquisition sur les capitaux propres							
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2009	2 284	3 959	-11 306	-1 813		-7	-6 883

V. Notes sur les états financiers consolidés.

(tous les montants indiqués dans les notes qui suivent sont en milliers d'euros.)

Faits marquants de l'exercice 2009 et conséquences

Après une régression importante de l'activité qui a commencé en octobre 2008, le chiffre d'affaires d'AUGROS a connu un net ralentissement avec un point bas en mai 2009 à -54% par rapport à mai 2008 pour terminer l'année à -35%.

L'activité du pôle Décor a été très affectée par le ralentissement de l'enregistrement de produits nouveaux et les reports de lancement et le « déstockage » qui ont été particulièrement marqués sur cette division.

Le Pôle Packaging d'Alençon a par contre bien résisté grâce aux produits nouveaux qui ont apporté un relais d'activité nouvelle et compensé le ralentissement de la demande de réassorts.

La faiblesse de l'activité a provoqué une tension de trésorerie qui a été gérée de la façon suivante :

- Mise en place d'un plan de règlement auprès de la Commission des Chefs des Services Financiers portant sur certaines dettes sociales et fiscales pour un montant 1 983 K€. Le plan consenti prévoit un échéancier courant jusqu'en novembre 2012. L'encours restant au 31 décembre 2009 s'élève à 1 973 K€. Les pénalités de retard relatifs à ce différé de paiement pour 161 K€ n'ont pas été comptabilisés compte tenu de l'attente d'une remise gracieuse.
- Le report à 2016 de l'échéance de septembre 2009 du Plan RJ 10 ans, soit 442 K€, a été accepté par le Tribunal de Commerce de Nanterre.
- Parallèlement, des actions internes ont été entreprises :
 - Réduction des salaires et indemnités des dirigeants ;
 - obtention de l'indemnisation du chômage partiel sur l'exercice 2009 ;
 - réduction d'effectifs cumulés au 31 décembre 2009 : retraites - départs - licenciements.

En présence d'une conjoncture économique difficile et eu égard au caractère volatile de l'évolution possible sur 2009, la société avait mis en place un plan de restructuration à fin 2008 dans le but de préserver son efficacité opérationnelle. Les coûts de ce plan étaient évalués à 722 K€ et avaient été intégralement provisionnés à la clôture 2008 (en résultat exceptionnel). La réalisation du plan n'a été

que partielle sur 2009. Une reprise de provision correspondant à la partie consommée pour 287K€ a été comptabilisée en résultat d'exploitation. Le solde, soit 435K€, a été repris en résultat exceptionnel.

Perspectives 2010

Un consensus de marché se dégage pour constater la fin de la période de déstockage du secteur.

Le carnet de commande de réassorts et l'enregistrement de produits nouveaux d'AUGROS CP sont supérieurs à ceux de **Fin Mars 2008** avant la crise à fin Mars 2010.

Grâce à ce carnet de commande l'activité estimée sur le 1^{er} trimestre 2010 devrait se situer aux alentours de 3,5M€ contre 2.2M€ pour 2009 et retrouver en fin de premier semestre 2010, l'activité de **2008** soit une hausse du CA avoisinant 70% par rapport à 2009.

1. Modalités de consolidation.

1.1. Principes et modalités de consolidation. — Les comptes consolidés du groupe établis au 31 décembre 2009 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'union européenne. Les normes et interprétations adoptées par l'IASB et l'IFRIC mais non encore adoptées au 31 décembre 2009 par l'Union européenne n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

1.2. Traitement de l'écart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition inscrits à l'actif du bilan consolidé sont égaux à la différence positive, constatée lors de l'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des actions détenues et la quote-part correspondante des ses capitaux propres retraités à leur juste valeur.

Des tests de valeurs sont pratiqués tous les ans, et éventuellement plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable déterminée est inférieure à la valeur nette comptable. Ils ont une valeur nulle dans les comptes au 31 décembre 2009.

1.3. Intérêts minoritaires. — Il n'existe plus d'intérêt minoritaire depuis le 30 juin 2006.

1.4. Dividendes. — Les dividendes versés par une société consolidée à une autre société consolidée sont éliminés pour la détermination du résultat net du Groupe. Aucun dividende n'a été versé au cours de l'exercice 2009.

1.5. Comptes et opérations réciproques. — Les opérations intra-Groupe de même que les soldes comptables intra-Groupe et tout gain latent ou réalisé lors d'opérations intra-Groupe sont éliminés lors du processus de consolidation.

1.6. Méthode de conversion. — L'euro est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation des comptes employée par Augros CP et sa filiale.

1.7. Méthodes et critères de consolidation. — La société-mère exerce un contrôle exclusif sur l'ensemble des sociétés du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

La méthode d'intégration globale consiste à reprendre intégralement tous les postes du bilan et du compte de résultat des sociétés consolidées (après les éventuels retraitements de consolidation et l'élimination des opérations et comptes réciproques) et à répartir les capitaux propres et le résultat entre Augros CP et les autres actionnaires ou intérêts minoritaires.

Toutes les entreprises consolidées ont clôturé leurs comptes individuels au 31 décembre 2009.

2. Périmètre de consolidation.

Sociétés	Pays	Nombre d'actions	Pourcentage contrôle	Méthode
Augros Cosmetic Packaging	France	1 427 458	Mère	
Augros Inc.	Etats-Unis	2 600	100%	IG

IG : intégration globale

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation.

3.1 Immobilisations incorporelles — Les dépenses de recherche effectuées en vue d'acquérir des connaissances techniques sont comptabilisées directement en charges dans le compte de résultat.

Les frais de développement ne sont inscrits au bilan que lorsqu'ils se rapportent à la mise au point de nouveaux procédés de fabrication destinés à favoriser l'émergence de nouveaux produits ou à des études de R&D appliquée à des technologies non encore maîtrisées qui intéressent tout particulièrement nos clients : les débouchés commerciaux sont quasi garantis en cas de réussite dans la mise au point technique. Ces frais ne sont activés que pour autant qu'ils se composent de coûts directs et qu'ils soient individualisés et imputables à des applications dont la rentabilité future est raisonnablement estimée. Ces frais sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les brevets industriels figurant à l'actif font tous l'objet d'une protection juridique, et sont tous exploités, générant chiffre d'affaires et marge commerciale, ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans. Les fonds de commerce qui représentent un goodwill sont inscrits à l'actif du bilan consolidé pour leur coût historique. Ces éléments ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

3.2 Immobilisations corporelles — Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, basée sur la durée normale d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Constructions	20 ans
Matériel industriel	5 à 15 ans
Programmes d'automatismes des processus de fabrication	5 à 7 ans
Matériel de transport	4 et 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 et 5 ans

3.3. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé. — Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Compte tenu de la structure actuelle de l'entreprise après les opérations de restructuration opérées en 2006, l'unique entité légale AUGROS COSMETIC PACKAGING, constituée par deux établissements complémentaires, représente une seule et même UGT.

3.4. Crédit-bail et contrats de locations financement. — Les contrats de crédit-bail mobiliers et assimilés sont retraités dans les comptes consolidés. Les contrats de locations financement ont fait l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés depuis 2004.

Les biens ainsi financés figurent à l'actif du bilan dans les comptes d'immobilisation et la dette correspondante est inscrite au passif dans les dettes auprès des établissements de crédit.

La redevance de la période est reclassée en amortissement, sur la base de durée de vie des immobilisations de même catégorie, pour sa part « Capital » et en charge financière pour sa part « Intérêts ».

3.5. Titres de placement. — Le groupe possède des titres de placement retenus pour leur valeur historique. Les autres titres détenus par le groupe sont les actions propres portées en réduction des réserves.

3.6. Autres immobilisations financières. — Ce poste comprend pour l'essentiel des dépôts et cautionnements versés et des prêts. Si leur recouvrement s'avérait douteux, une dépréciation serait constatée.

3.7. Valeurs d'exploitation.

Stocks. — S'agissant de produits spécifiques réalisés sur devis, les produits finis et semi-finis sont valorisés, soit au coût de revient réel de production lorsqu'il peut être calculé avec fiabilité, soit à un pourcentage du prix de vente lorsque les outils de suivi ne permettent pas d'appréhender les coûts de revient réels avec une précision suffisante. Lorsque la société fabrique des produits non spécifiques (cas exceptionnel), une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur comptable.

Les stocks de matières premières sont évalués, selon la méthode FIFO, à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat de ces matières et les frais accessoires d'achat.

Créances et dettes en monnaies étrangères. — Les écarts de conversion figurant dans les comptes individuels des entreprises concernées sont inscrits en résultat consolidé.

Conversion des comptes annuels libellés en monnaie étrangère. — Les comptes de la filiale américaine consolidée Augros INC sont convertis en Euros selon la méthode du cours de clôture pour les postes du bilan et du cours moyen pour les postes du compte de résultat.

Transactions en devises. — Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération (taux de change mensuel standard, basé sur les cours observés à la fin du mois précédent, ou bien sur le taux de conversion connu lorsqu'il existe une couverture de change).

Dettes financières. — En application des normes IFRS (IAS 32), les provisions pour risques et charges et les dettes bénéficiant d'un différé de paiement non-conforme aux usages courants ont fait l'objet d'une actualisation.

Les dettes comprises dans le plan de continuation de la société par jugement du 27 septembre 2006 dont l'étalement est prévu sur 10 ans ont fait l'objet d'une actualisation sur la durée restante au 31 décembre 2009, soit 6.75 ans. Le taux d'actualisation retenu est égal i) au taux du 31 décembre 2006 (6%) auquel s'ajoute ii) la variation du taux OAT Tec 10 ans entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2009 (-0.39 point), soit 5.61%. L'effet de l'actualisation se traduit au 31 décembre 2009 par une charge financière de 204 K€.

Les dettes comprises dans le plan CCSF de la société ont fait l'objet d'une actualisation sur la durée restante au 31 décembre 2009, soit 3 ans. Le taux d'actualisation retenu est égal au taux OAT 10 ans du 31 décembre 2009, soit 3.59%. L'effet de l'actualisation se traduit au 31 décembre 2009 par un produit financier de 118 K€.

Impôts différés. — Les impôts différés résultent :

- des différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal (méthode étendue) ;
- des retraitements pratiqués en consolidation ;
- des déficits fiscaux dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est possible.

Les impôts différés sont calculés, selon la méthode du report variable, en tenant compte de l'évolution connue du taux d'imposition à la date de clôture. Le taux utilisé pour la France au 31 décembre 2009 est 33 1/3%.

L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des deux prochains exercices pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 31 décembre 2009, compte tenu d'un contexte économique incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

Les impôts différés issus des différences temporelles ainsi que de l'ensemble des retraitements et des éliminations de consolidation ne sont pas calculés du fait de leur poids non significatif et de la prépondérance des déficits fiscaux reportables.

Provisions. — Des provisions sont constatées lorsque leur objet est nettement précisé à la clôture de l'exercice ou avant l'établissement des comptes et qu'elles peuvent être évaluées de manière raisonnable. Ce poste enregistre l'ensemble des provisions comptabilisées par les sociétés du Groupe et les provisions éventuelles découlant des retraitements obligatoires ou optionnels de consolidation. Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

Engagements sociaux. — La norme IAS 19 précise les règles de comptabilisation des avantages consentis au personnel (à l'exception des rémunérations en actions qui relèvent de l'IFRS 2).

Les avantages à court terme (salaires, congés payés, contributions sociales, intéressement...) font l'objet d'une comptabilisation en « charges à payer » figurant au passif du bilan sous la rubrique « Dettes sociales et fiscales ».

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux indemnités de fin de carrière des salariés. L'évaluation de ces indemnités est réalisée par un organisme d'assurance sur l'hypothèse d'un départ volontaire du salarié. Les écarts actuariels sont enregistrés au compte de résultat. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- utilisation de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ;
- taux annuel d'actualisation : 3% ;
- taux annuel de progression des salaires : 0,50% ;
- taux annuel de turn-over : 10% jusqu'à 49 ans, 0% au-delà ;
- taux de charges sociales : 45%
- table de mortalité : TF 00-02 ;
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Aucune actualisation de ces engagements sociaux n'a été réalisée au 31 décembre 2009. Le montant retenu est celui à fin 2007 considérant la baisse des effectifs à fin 2009.

Stock options et bons de souscriptions. — Aucune nouvelle option n'a été octroyée au cours de l'exercice. Aucune option n'a été levée au 31 décembre 2009.

Les principales caractéristiques de ce plan sont les suivantes :

Type	Date de souscription	Nombre de titres	Prix d'exercice	Exercable à partir du
Options	01/07/2004	28 560	7,44 €	01/07/2008

Soit 28 560 options

L'assemblée générale du 10 novembre 1997 a autorisé le conseil d'administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans commençant le 15 janvier 1998, des options donnant droit à souscription d'actions. Le directoire, en date du 1^{er} juillet 2004 a octroyé, suite à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2004, 28 560 stocks options supplémentaires à des cadres dirigeants du Groupe Augros Cosmetic Packaging.

Information sectorielle. — Augros CP ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où la société est organisée autour d'une activité principale et intervient exclusivement sur le territoire national. Cette activité recouvre plusieurs domaines, mais au niveau de la gestion et du management, ces domaines sont traités comme un seul secteur d'activité.

4. Notes sur le bilan et le compte de résultat.

4.1 Variation des immobilisations et des amortissements.

4.1.1 Immobilisations incorporelles :

Variations des immobilisations incorporelles					
(En milliers d'euros)	31/12/2009				31/12/2008
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets				232	232
Goodwill (fonds commercial)				445	445
Autres immobilisations incorporelles					
Total des immobilisations incorporelles				677	677

Variations des amortissements et provisions					
(En milliers d'euros)	31/12/2009				31/12/2008
	Dotations	Reprises	Sorties et transferts	Cumul amortissements	Cumul amortissements
Frais d'établissement					
Frais de R&D					
Concessions, brevets	-20			-122	-102
Goodwill (fonds commercial)				-201	-201
Autres immobilisations incorporelles					
Total des amortissements incorporelles	-20			-323	-304

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Valeur nette	354	373

4.1.2. Immobilisations corporelles :

Variation des immobilisations corporelles					
(En milliers d'euros)	31/12/2009				31/12/2008
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes	Valeurs brutes
Terrains					
Constructions				179	179
Installations techn, matériel et outillage	39	1	-48	10 933	10 907
Autres immobilisations corporelles	18			1 855	1 837
Actif démantèlement					
Immobilisations corporelles en cours	74	1		351	277
Total des immobilisations corporelles	131	1	-48	13 319	13 202

Variation des amortissements et provisions					
(En milliers d'euros)	31/12/2009				31/12/2008
	Dotations	Reprises	Transferts et autres	Cumul amortissements	Cumul amortissements
Amortissements / provisions constructions	-2			-149	-147
Amortissements / provisions installations tech, matériels et outillages	-983		-1	-8 168	-7 186
Autres immobilisations corporelles	-67			-1 631	-1 564
Total des amortissements corporels	-1 051		-1	-9 947	-8 897

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Valeur nette	3 371	4 305

Les immobilisations corporelles comprennent des crédits baux et des biens en location financement pour :

Crédits baux :	
Installations techniques, matériels et outillages	4 768
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages	1 951
Total	6 719

Les sorties d'amortissements sont consécutives à des cessions d'actifs ou des sorties de matériels obsolètes.

Les amortissements d'immobilisations corporelles comprennent les crédits baux et des éléments en location financement pour :

Crédits baux	
Installations techniques, matériels et outillages	3 393
Locations financement :	
Installations techniques, matériels et outillages (amortissements)	938
Total	4 331

4.1.4. Actifs financiers non courants :

(En milliers d'euros)	31/12/2009			31/12/2008
	Augmentation	Diminution	Transferts et autres	Valeurs brutes
Titres de participation				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2	15		207
Total actifs financiers non courants	2	15		207

4.1.4. Actif d'impôts différés : L'actif d'impôt différé est normalement déterminé sur la seule base des déficits fiscaux susceptibles de s'imputer sur les résultats prévisionnels des deux prochains exercices pondéré d'un coefficient de 80%. Néanmoins, au 31 décembre 2009, compte tenu d'un contexte économique incertain, il a été décidé de n'activer aucun actif d'impôt différé. Cette position prudente sera réévaluée à la lumière des résultats futurs.

4.2 Actifs courants :

4.2.1. Stocks :

(En milliers d'euros)	31/12/2009			31/12/2008
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Stocks matières premières	469	179	290	391
Stocks autres approvisionnements	250		250	182
Stocks en cours	874	492	383	419
Stocks produits finis	477	422	55	48
Total	2 070	1 092	977	1 040

4.2.2. Clients et autres débiteurs :

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Fournisseurs, avances et acomptes versés		
Clients et comptes rattachés	2 261	3 965
Autres créances	241	316
Charges constatées d'avance	6	9
Total	2 508	4 290

4.2.3. Impôts exigibles : Il s'agit des impôts courants (TVA, autres impôts...).

4.2.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie : la trésorerie du Groupe, hors découverts bancaires et comptes banques créditeurs de 4 K€, s'élève à 262 K€ au 31 décembre 2009 contre 1 087 K€ au 31 décembre 2008.

4.3 Passifs courants et non courants :

4.3.1. Dette financières :

(En milliers d'euros)	31/12/2009	-1 an	De 1 à 5 ans	+ 5 ans	Rappel 31/12/2008
Dettes financières	8 495	1 164	4 865	2 465	7 413
Plan de continuation	6 244	496	3 283	2 465	6 360
Dette CCSF	1 855	357	1 498		
Emprunts (CB et loc. financières)	391	307	84		1 050
Divers	5	5			2
Ligne de crédit					
Dépôts et cautionnements					
Dettes rattachées à des participations					
Intérêts courus					
Avances Anvar/Adour					
Dettes Factor	2 073	2 073			3 733
Participation des salariés	169	169			329
Total	10 738	3 407	4 865	2 465	11 474

L'endettement auprès des établissements de crédit comprend les éléments suivants :

Crédits-baux	316 K€
Locations financières	75 K€
Total	391 K€

4.3.2. Provisions :

(En milliers d'euros)	Montant au début d'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provisions pour risques :					
Plan de restructuration	722		287	435	0
Risques divers	232			232	0
Provisions pour charges :					
Indemnités de fin de carrière	351				351
Charges diverses liées à Augros INC	20				20
Litige social		33			33
Total	1 325				405

4.4 Chiffre d'affaires : le groupe Augros ne publie pas d'information sectorielle dans la mesure où il est organisé autour d'une activité principale (conception et production d'emballages de parfum).

4.4.1. Par zone géographique :

(En milliers d'euros)	31/12/2009	% du CA	31/12/2008	% du CA
Europe	10 351	100%	15 807	100%
USA		0%		0%
Brésil		0%		0%
Total	10 351	100%	15 807	100%

4.5 Autres produits et charges opérationnels.

(En milliers d'euros)	31/12/2009		31/12/2008
Produits excep. sur opérations de gestion			
Produits excep. sur exercices antérieurs	260	(1)	
Produits sur cession d'immobilisations			
Autres produits exceptionnels (1)			99
Reprise exceptionnelle/provisions exceptionnelles	714	(2)	78
Total des autres produits exceptionnels	974		177
Charges except. sur opérations de gestion	-7		
Charges except. sur exercices antérieurs			
VNC immobilisations cédées			
Autres charges exceptionnelles	-63	(3)	-218
Dotations exceptionnelles			-1 048
Total autres charges exceptionnelles	-71		-1 266
Autres produits et charges opérationnels	903		-1 090

(1) Ce poste correspond essentiellement aux ajustements sur le plan de continuation

(2) Ce poste comprend la part non utilisées de la provision pour restructuration pour 435K€ et la reprise de provision sur une machine industrielle pour 232K€.

(3) Intégration des comptes Augros INC

4.6 Résultat financier.

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Reprises sur provisions R&C financiers		
Gains de change		2
Autres produits financiers (1)	143	13
Total produits financiers	143	14
Dotations aux provisions R&C financiers		
Dotation sur titres		
Charges d'intérêts	-362	-228
Pertes de change		-2
Autres charges financières (2)		-558
Total charges financières	-362	-788
Résultat financier	-219	-775
(1) Dont actualisation de la dette CCSF	118	
(2) Dont actualisation de la dette RJ	-204	-381

4.7 Résultat net consolidé – Compte tenu des éléments qui précèdent, le résultat net est déficitaire pour -1 813 K€ part du groupe.

5. Autres informations

5.1 Engagements hors bilan :

Sûretés réelles (TTC) :

(En milliers d'euros)	Échéances restant dues TTC	
	31/12/2009	31/12/2008
Cautions sur locations immobilières		
Alençon : bail ferme de 10 ans échéance 19/12/2014	3 002	3 002
Le Theil : bail ferme de 11 ans et 11 mois échéance 26/05/2014	2 537	2 537

5.2 Nantissement fonds de commerce :

(En milliers d'euros)	Montant initial	31/12/2009	31/12/2008
	Augros CP	360	151

5.3 Personnel :

5.3.0. Effectifs –

Effectifs répartis par pays inscrits en fin de période :

	31/12/2009	31/12/2008
France	189	221
Etats-Unis		
Total	189	221

Effectifs répartis par catégories en fin de période :

	31/12/2009	31/12/2008
Cadres	11	13
Agents de maîtrise	24	22
Ouvriers / employés	154	186
Total	189	221

5.3.1 Charges de personnel :

	31/12/2009	31/12/2008
Rémunération	4 548	5 357
Charges sociales	1 236	1 920
Total	5 784	7 278

5.4 Transactions avec les parties liées.

- La société Augros Cosmetic Packaging est détenue directement et indirectement à hauteur de 79.03% par la famille Bourguine, à hauteur de 20.13% par l'actionnariat public et enfin à hauteur de 0.84% en auto-détention.
- Les transactions avec la filiale AUGROS INC ne présentent pas un caractère significatif.
- Les rémunérations et indemnités versées aux membres du Directoire au titre de l'exercice 2009 se sont élevées à 121 K€.
- Les indemnités versées aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2009 se sont élevées à 4 K€.
- Les avantages à court terme dont bénéficient les mandataires sociaux sont constitués par des avantages en nature liés aux véhicules de fonction.
- Les indemnités de fin de carrière des mandataires sociaux ont été chiffrées par un organisme externe (selon les modalités décrites dans la partie Engagements sociaux) et s'élèvent à 30 K€ à fin 2009.
- Les mandataires sociaux ne disposent pas d'avantages postérieurs à l'emploi ni d'autres avantages à long terme.
- Aucun paiement en actions n'a été réalisé.

Honoraires des commissaires aux comptes.

	Cabinet Auditor				Cabinet AD Conseils			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	32 K€	32 K€			32 K€	32 K€		
- Filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur								
- Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-total</i>	32 K€	32 K€	100%	100%	32 K€	32 K€	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social								
<input type="checkbox"/> Autres								
<i>Sous-total</i>								
TOTAL	32 K€	32 K€	100%	100%	32 K€	32 K€	100%	100%

Cours des devises :

Taux des devises retenus	Année 2009 Taux moyen	31/12/09 Taux de clôture
Dollar US	1,3905	1,4333

Source : <http://www.oanda.com/convert/fxhistory>

Preuve d'impôt :

(En milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net (100%)	-1 813	-4 533
Charge d'impôt	0	-731
Résultat net taxable	-1 813	-3 802
Taux d'impôt normal %	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique (A)	604	1 267
Différences temporaires		
Différences permanentes		
Incidences des distorsions social / fiscal (B)	0	0
Retraitements sans incidence d'impôt		
Elimination des dividendes internes		
Elimination des provisions internes sur titres		
Elimination des plus ou moins values internes sur titres		
Ecart d'évaluation sur titres et incorporels		
Autres éliminations sans incidences d'impôt		
Amortissement des écarts d'acquisition		
Ecart plus values sociales / consolidées		
Incidence des écritures de consolidation (C)	0	0
Impôts sur distributions		
Résultats taxés au taux réduit		
Imputation des reports déficitaires et ARD		
Crédits d'impôt et autres imputations		
Déficits créés sur l'exercice		
Activation des reports déficitaires		
Actualisation des impôts différés		
Limitation des impôts différés		
Incidence de situations fiscales particulières (D)	0	0
Incidence de la var du taux d'impôt (E)		
Charge d'impôt réelle théorique (A+B+C+D+E)	604	1 267
Incidence différence taux d'imposition		
Impôts différés non activés	-604	-1 998
Résultat GIE et SCI		
Sociétés étrangères		
Impôts forfaitaires		
Intégration fiscale		
Reprise provision/impôts comptable en social		
Contrôle fiscal		
Ecarts	-604	-1 998
Charge d'impôt à constater	0	-731

VI. – Résultat des cinq derniers exercices.

	N-4	N-3	N-2	31/12/2008	31/12/2009
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 283 933	2 283 933	2 283 933	2 283 933	2 283 933
Nombre d'actions ordinaires	1 427 458	1 427 458	1 427 458	1 427 458	1 427 458
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Nombre maximum d'actions à créer :					
Par convention d'obligations					
Par droit de souscription					
Opérations et résultat :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	978 825	22 392 429	17 375 821	15 807 256	10 350 518
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-1 919 924	-5 815 948	-1 156 447	-1 829 647	-2 124 568
Impôts sur les bénéfices	-18 659				
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-13 471 441	1 758 868	-1 953 324	-3 541 899	-1 632 082
Résultat distribué					
Résultat par action :					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	-1	-4	-1	-1	-1
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-9	1	-1	-2	-1
Dividende attribué					
Personnel :					
Effectif moyen des salariés	4	258	229	221	192
Montant de la masse salariale	370 517	6 189 496	5 746 800	5 357 429	4 548 346
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales)	150 848	2 016 506	2 007 445	1 920 325	1 236 058

VII. Attestation du rapport financier annuel

Je soussigné, Didier BOURGINE, agissant en qualité de Président du Directoire de la société AUGROS COSMETIC PACKAGING, atteste à ma connaissance que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 - SEVRES

AUGROS C.P.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
DE L'EXERCICE 2009**

Comptes consolidés au 31 décembre 2009
AUGROS C.P.
ZA du Londeau – rue de l'expansion- Cerisé – 61000 ALENCON

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AUGROS CP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tels qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Faits caractéristiques de l'exercice" de l'annexe concernant l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation et les mesures prises à ce stade pour y répondre mais dont les effets ne pourront être suffisants qu'à la condition d'une confirmation du redémarrage de l'activité déjà constaté sur le second semestre 2009 et le premier trimestre 2010 comme cela est expliqué au point "Perspectives 2010" de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2009 (cf note perspectives 2010), dans un contexte de manque de visibilité sur le futur.

Par ailleurs, la note "Dettes financières" expose l'incidence respective de la prise en compte du plan d'étalement des dettes par le jugement du tribunal ayant validé le plan de continuation de la société et des dettes comprises dans le plan CCSF.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Auditor
25-27, rue Montorgueil
75001 – PARIS

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25 avenue de l'Europe
92310 – SEVRES

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

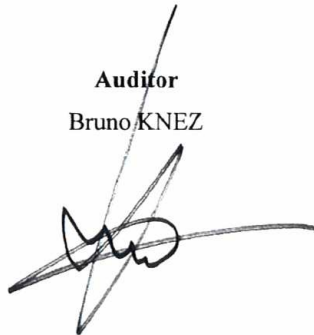
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés.

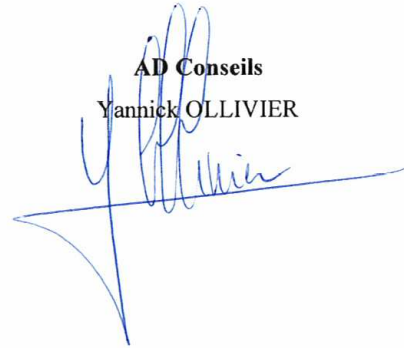
Paris et Sèvres, le 2 juin 2010

Les Commissaires aux comptes

Auditor
Bruno KNEZ



AD Conseils
Yannick OLLIVIER



Comptes sociaux au 31 décembre 2009

I. - Bilan

(En euros)

Actif	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	231 879	121 932	109 947	129 522
Fonds commercial (1)	445 239	201 321	243 918	243 918
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	179 315	148 666	30 649	32 363
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 210 078	3 835 596	374 482	569 184
Autres immobilisations corporelles	1 855 335	1 632 850	222 486	273 736
Immobilisations corporelles en cours	350 890		350 890	277 337
Avances et acomptes	4 054		4 054	4 054
Immobilisations financières (2) :				
Participations	2 318 673	2 255 321	63 352	106 895
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	206 693	0	206 693	219 693
	9 802 156	8 195 686	1 606 471	1 856 702

Actif	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amortissements dépréciations	Net	Net
Actif circulant :				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	718 460	179 143	539 317	573 562
En-cours de production (biens et services)	874 376	491 825	382 551	418 884
Produits intermédiaires et finis	476 674	421 525	55 149	47 832
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Clients et comptes rattachés	2 301 456	40 959	2 260 497	3 900 161
Autres créances	623 216	165 662	457 554	539 127
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	353 190	343 654	9 536	6 794
Autres titres				40 218
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	262 113		262 113	1 046 487
Charges constatées d'avance (3)	5 999		5 999	8 712
	5 615 484	1 642 769	3 972 715	6 581 778
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	15 417 640	9 838 455	5 579 186	8 438 480
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif	31/12/2009	31/12/2008
Capitaux propres		
Capital	2 283 933	2 283 933
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 959 091	3 959 091
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
Réserve légale	221 391	221 391
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-15 138 376	-11 596 477
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-1 632 082	-3 541 899
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	-10 306 043	-8 673 961
Provisions :		
Provisions pour risques	33 371	232 356
Provisions pour charges	20 000	722 000
	53 371	954 356
Dettes (1) :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	4 474	2 082
Emprunts et dettes financières (3)	10 116 868	8 630 576
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 964	7 964
Fournisseurs et comptes rattachés	2 297 847	1 649 455
Dettes fiscales et sociales	1 063 138	1 741 890
Autres dettes	2 209 369	3 746 901
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	124 717	379 217
Ecarts de conversion passif	7 480	
	15 831 858	16 158 085
Total passif	5 579 186	8 438 480
(1) Dont à plus d'un an (a)	8 998 401	8 552 995
(1) Dont à moins d'un an (a)	6 818 013	7 597 126
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	4 474	2 082
(3) Dont emprunts participatifs		

II. - Compte de résultat

(En euros)

	31/12/2009			31/12/2008
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	7 478		7 478	4 861
Production vendue (biens)	7 797 942	2 271 863	10 069 805	15 627 833
Production vendue (services)	273 235		273 235	174 561
Chiffres d'affaires net	8 078 655	2 271 863	10 350 518	15 807 256
Production stockée			311	-236 953
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 248	
Reprises sur provisions et transfert de charges			584 775	366 805
Autres produits				
			10 943 853	15 937 107
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 013 155	2 627 046
Variation de stocks			19 876	109 838
Autres achats et charges externes (a)			4 688 314	6 647 463
Impôt, taxes et versements assimilés			426 599	743 824
Salaires et traitements			4 548 346	5 357 429
Charges sociales			1 236 058	1 920 325
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			324 001	436 633
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				170 831
Sur actif circulant : dotation aux dépréciations			90 305	41 231
Sur risques et charges : dotations aux provisions			33 371	
Autres charges			4 500	9 000
			13 384 525	18 063 621
Résultat d'exploitation			-2 440 672	-2 126 513

Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers :		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés	17 428	76 084
Reprises sur dépréciations et provisions et transfert de charges	2 742	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	20 170	76 084
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	63 543	93 111
Intérêts et charges assimilées	114 929	386 398
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	178 472	479 509
Résultat financier	-158 303	-403 425
Résultat courant avant impôts	-2 598 975	-2 529 938
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	260 212	70 839
Sur opérations en capital	1	27 704
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	713 871	78 000
	974 084	176 543
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	7 191	140 057
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		1 048 446
	7 191	1 188 503
Résultat exceptionnel	966 893	-1 011 961
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
Total des produits	11 938 106	16 189 734
Total des charges	13 570 188	19 731 633
Bénéfice ou perte	-1 632 082	-3 541 899
(a) Y compris :		
Redevances de crédit bail mobilier	176 982	296 216
Redevances de crédit bail immobilier	374 025	571 601
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		

III. – Annexe des comptes individuels

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2009 dont le total est de 5 579 186 € et au compte de résultat de l'exercice, dégagant un déficit de -1 632 082 €.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2009. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Ces comptes ont été arrêtés le 14 avril 2009 par le Directoire.

Faits caractéristiques de l'exercice

Après une régression importante de l'activité qui a commencé en octobre 2008, le chiffre d'affaires d'AUGROS a connu un net ralentissement avec un point bas en mai 2009 à -54% par rapport à mai 2008 pour terminer l'année à -35%.

L'activité du pôle Décor a été très affectée par le ralentissement de l'enregistrement de produits nouveaux et les reports de lancement et le « déstockage » qui ont été particulièrement marqués sur cette division.

Le Pôle Packaging d'Alençon a par contre bien résisté grâce aux produits nouveaux qui ont apporté un relais d'activité nouvelle et compensé le ralentissement de la demande de réassorts.

La faiblesse de l'activité a provoqué une tension de trésorerie qui a été gérée de la façon suivante :

- Mise en place d'un plan de règlement auprès de la Commission des Chefs des Services Financiers portant sur certaines dettes sociales et fiscales pour un montant 1 983 K€. Le plan consenti prévoit un échéancier courant jusqu'en novembre 2012. L'encours restant au 31 décembre 2009 s'élève à 1 973 K€. Les pénalités de retard relatifs à ce différé de paiement pour 161 K€ n'ont pas été comptabilisés compte tenu de l'attente d'une remise gracieuse.
- Le report à 2016 de l'échéance de septembre 2009 du Plan RJ 10 ans, soit 442 K€, a été accepté par le Tribunal de Commerce de Nanterre.
- Parallèlement, des actions internes ont été entreprises :
 - Réduction des salaires et indemnités des dirigeants ;
 - obtention de l'indemnisation du chômage partiel sur l'exercice 2009 ;
 - réduction d'effectifs cumulés au 31 décembre 2009 : retraites - départs - licenciements.

En présence d'une conjoncture économique difficile et eu égard au caractère volatile de l'évolution possible sur 2009, la société avait mis en place un plan de restructuration à fin 2008 dans le but de préserver son efficacité opérationnelle. Les coûts de ce plan étaient évalués à 722 K€ et avaient été intégralement provisionnés à la clôture 2008 (en résultat exceptionnel). La réalisation du plan n'a été que partielle sur 2009. Une reprise de provision correspondant à la partie consommée pour 287K€ a été comptabilisée en résultat d'exploitation. Le solde, soit 435K€, a été repris en résultat exceptionnel.

Perspectives 2010

Un consensus de marché se dégage pour constater la fin de la période de déstockage du secteur.

Le carnet de commande de réassorts et l'enregistrement de produits nouveaux d'AUGROS CP sont supérieurs à ceux de **Fin Mars 2008** avant la crise à fin Mars 2010.

Grâce à ce carnet de commande l'activité estimée sur le 1^{er} trimestre 2010 devrait se situer aux alentours de 3,5M€ contre 2.2M€ pour 2009 et retrouver en fin de premier semestre 2010, l'activité de **2008** soit une hausse du CA avoisinant 70% par rapport à 2009.

Règles et méthodes comptables

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation – Les comptes individuels au 31 décembre 2009 sont établis en Euros et présentés conformément aux règles et principes comptables français actuellement en vigueur. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels (CRC-99-03).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Changement de méthode d'évaluation – Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3. Changement de méthode de présentation – Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4. Immobilisations incorporelles – Les seuls frais de développement sont inscrits au bilan lorsqu'ils se rapportent à la création et au développement de nouveaux procédés de fabrication destinés à favoriser l'émergence de nouveaux produits. Ces frais ne sont activés que pour autant qu'ils se composent de coûts directs et qu'ils soient individualisés et imputables à une production dont la rentabilité future est raisonnablement estimée.

Les brevets industriels figurant à l'actif font tous l'objet d'une protection juridique, et sont tous exploités, générant chiffre d'affaires et marge, ils sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.

Les fonds de commerce sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Ces éléments ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel. De façon générale, la valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Tous les fonds de commerce sont intégralement provisionnés hormis celui de l'établissement d'Alençon qui n'est pas provisionné du fait des potentiels de contribution aux résultats futurs.

5. Immobilisations corporelles – La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, hors frais d'acquisitions. Les amortissements pour dépréciations sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens. Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

Agencements, aménagements	3 à 10 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Programmes automatiques	5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

6. Immobilisations financières – Les immobilisations financières sont inscrites au bilan pour leur valeur historique (d'acquisition ou d'apport). Les immobilisations financières se composent des titres de participation des filiales, de créances rattachées à ces participations et des dépôts et cautionnements versés.

A la clôture de l'exercice, cette valeur est comparée à la valeur d'utilité tenant compte de la quote-part d'actif net majoré des plus-values latentes, et de la tendance des résultats ainsi que de l'intérêt économique des sociétés pour le groupe. L'écart défavorable fait l'objet de provisions pour dépréciation.

7. Stocks – La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme annoncé.

8. Titres de placement – En matière de valeurs mobilières de placement, la valeur d'inventaire est déterminée différemment selon qu'il s'agisse de titres cotés ou non cotés :

Les titres cotés sont appréciés à la date de clôture en fonction du cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

Les titres non cotés sont appréciés en fonction de la situation patrimoniale et de la valeur de rendement à court terme des sociétés concernées. Au 31 décembre 2009, le groupe ne possède pas de placement de société non cotée.

Les titres de sociétés cotées détenus sont ses propres titres et à la clôture, la valeur historique (valeur d'acquisition) est comparée au cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture.

9. Créances clients et autres créances – Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

10. Transactions en devises – Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération (taux de change mensuel standard, basé sur les cours observés à la fin du mois précédent, ou bien sur le taux de conversion connu lorsqu'il existe une couverture de change).

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de cette actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au sein du poste « Ecart de conversion », lorsqu'il s'agit de monnaies exclues de la zone Euro. Les pertes latentes de change, non compensées, font l'objet d'une provision pour risques.

11. Stock-options et bons de souscriptions – L'Assemblée Générale du 10 novembre 1997 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de cinq ans commençant le 15 janvier 1998, des options donnant droit à la souscription d'actions.

Le Directoire, en date du 1er juillet 2004 a octroyé, suite à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2004, 28 560 stocks options supplémentaires à des cadres dirigeants du Groupe Augros Cosmetic Packaging. Aucune option n'a été exercée au 31 décembre 2009.

12. Crédit d'impôt recherche – Aucun crédit d'impôt recherche n'a été constaté dans les comptes de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

13. Indemnités de fin de carrière – Le montant mentionné en hors bilan pour un montant de 351 K€ a été déterminé par un organisme externe sur la base des hypothèses suivantes :

- utilisation de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ;
- taux annuel d'actualisation : 3% ;
- taux annuel de progression des salaires : 0,50% ;
- taux annuel de turn-over : 10% jusqu'à 49 ans, 0% au-delà ;
- taux de charges sociales : 45%
- table de mortalité : TF 00-02 ;
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Il s'agit de l'évaluation faite au 31/12/2007 non formellement actualisée au 31/12/2009 considérant la baisse de l'effectif à fin 2009.

14. Impôt sur les résultats – L'impôt sur le résultat est déterminé sur la base du résultat unique de la société.

15. Eléments concernant les entreprises liées – Au cours de l'exercice 2009, la société n'a eu de transactions qu'avec la filiale AUGROS INC (sans activité depuis 2006) pour des montants non significatifs.

16. Sûretés réelles - Cautions sur locations immobilières :

Etablissement Alençon : bail ferme 10 ans échéance 19/12/14	3 002 K€ TTC
Etablissement Le Theil : bail ferme 11 ans et 11 mois échéance 26/05/14	2 537 K€ TTC

17. Situation fiscale latente :

(En K€)	31/12/2009
Crédit à imputer	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	20 807 K€
Moins-values à long terme	
Différences temporaires	
Allègements de la dette future d'impôt	456 K€
Total	21 263 K€

18. Composition du capital social

Catégorie de titres	Nombres de titres			Valeur nominale
	A clôture exercice	Créés pendant exercice	Remboursés pendant exercice	
Actions ordinaires (1)	1 427 458			1,6 €

(1) Dont 11 920 actions propres détenues par la société (valeur nette 10 K€)

19. Variation des capitaux propres

Capitaux propres à l'ouverture	-8 673 961
Résultat de l'exercice	-1 632 082
Capitaux propres à la clôture	-10 306 043

20. Provisions pour risques et charges – Une provision de 53 K€ a été constituée pour couvrir les dépenses liées à la liquidation de Augros INC (20 K€) ainsi que les litiges en cours (33 K€).

21. Ventilation du chiffre d'affaires. – Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante

Nature du chiffre d'affaires (en K€)	Montants	Pourcentage
Conception et production d'emballages	10 351	100%

22. Détail du résultat financier (en K€) :

	2009
Autres produits financiers	17
Reprises sur provision	3
Différences de change	
Total des produits financiers	20
Intérêts et charges assimilées	114
Dotations financières aux amortissements et provisions (1)	64
Différences négatives de change	1
Total des charges financières	178
Résultat financier	-158
<i>(1) Dont dotation aux provisions sur titres Augros INC : 64K€</i>	

23. Détail du résultat exceptionnel (en K€) :

	2009	
Produits exceptionnels de gestion (1)	260	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	
Reprise sur provisions et transfert de charges (2)	714	
Total des produits exceptionnels	974	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	
Dotations aux amortissements et provisions	0	
Total des charges exceptionnelles	7	
Résultat exceptionnel	967	
<i>Dont :</i>	<i>Charges</i>	<i>Produits</i>
<i>(1) Produits sur exo antérieurs</i>		15
<i>(1) Profit sur passif RJ 10 ans</i>		245
<i>(2) Reprise provision exceptionnelle sur stocks</i>		47
<i>(2) Reprise provision restructuration</i>		435
<i>(2) Reprise provision machine industrielle</i>		232

24. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	14	
Agents de maîtrise et techniciens	24	
Employés/ouvriers	154	

25. Engagements en matière de crédit-bail – Montant des engagements de crédits-baux de la société :

Postes du bilan (en milliers d'euros)	Valeur d'origine HT	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		Exercice	cumulées		Exercice	cumulées
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	4 800	582	3 393	1 407	549	5 036
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL	4 800	582	3 393	1 407	549	5 036

Postes du bilan (en milliers d'euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	A un an au +	+ 1 an - 5 ans	> 5 ans	Total		
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	292	67		359	43	549
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
TOTAL	292	67		359	43	549

26. Liste des filiales et participations :

(En milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Resultat du dernier exercice clos
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations				
1 - Filiales (plus de 50% du capital détenu)				
AUGROS INC	405	61	100%	-63
2 - Participations (de 10% à 50% du capital détenu)				
B - Renseignements globaux sur les autres filiales et participations				
1- Filiales non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				
2- Participations non reprises en A :				
a) françaises				
b) étrangères				

Immobilisations.

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles :			
Frais d'établissement et de développement- Total I	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles - Total II	677 118		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre	179 315		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 171 114		38 965
Installations générales , agencements et aménagements divers	1 566 685		17 795
Matériel de transport	1 248		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	269 607		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	277 337		74 072
Avances et acomptes	4 054		
Total III	6 469 360	0	130 832
Immobilisations financières :			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 318 673		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	219 693		1 839
Total IV	2 538 366	0	1 839
Total général (I+II+III+IV)	9 684 844	0	132 671

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			677 118	
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions sur sol propre			179 315	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagement des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			4 210 078	
Installations générales, agencements, et aménagement divers			1 584 481	
Matériel de transport			1 248	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			269 607	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		519	350 890	
Avances et acomptes			4 054	
Total (III)	0	519	6 599 673	0
Immobilisations financières :				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			2 318 673	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		14 839	206 693	
Total (IV)	0	14 839	2 525 365	0
Total général (I+II+III+IV)	0	15 358	9 802 156	0

Amortissements.

Cadre A - Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties/reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement				
Total I	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	102 357	19 575		121 932
Total II	102 357	19 575	0	121 932
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions sur sol propre	146 952	1 714		148 666
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 601 930	233 666		3 835 596
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 320 103	58 698		1 378 801
Matériel de transport	1 247			1 247
Matériel de bureau et informatique, mobilier	242 453	10 348		252 801
Emballages récupérables et divers				
Total III	5 312 686	304 426	0	5 617 112
Total général (I+II+III)	5 415 043	324 001	0	5 739 044

Provisions

	Montant au début d'exercice	Augmentations : dotations exercice	Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provisions réglementées:					
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger avant 01/02/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger après 01/02/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges :					
Provisions pour litiges	232 356			232 356	
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provision pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	722 000	53 371	287 094	434 906	53 371
Total II	954 356	53 371	287 094	667 262	53 371
Dépréciations :					
Dépréciations immobilisations incorporelles	201 321				201 321
Dépréciations immobilisations corporelles					
Dépréciations titres mis en équivalence	2 211 778	43 543			2 255 321
Dépréciation autres immobilisations financières					
Dépréciation stocks et en-cours	1 048 797	90 305		46 609	1 092 494
Dépréciations comptes clients	40 959				40 959
Autres dépréciations	512 058			2 742	509 316
Total III	4 014 912	133 848		49 350	4 099 410
Total général (I+II+III)	4 969 269	187 219	287 094	716 612	4 152 782
Dont dotations et reprise :					
D'exploitation		123 676	287 094		
Financière		63 543		2 742	
Exceptionnelles				713 871	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice					

Créances et dettes

Cadre A - Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	206 693		206 693
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	48 034	48 034	
Autres créances clients	2 253 422	2 253 422	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 219	10 219	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéficiaires			
Taxe sur la valeur ajoutée	79 699	79 699	
Autres impôts taxes et versements assimilés	137 024	137 024	
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteur divers	396 273	396 273	
Charges constatées d'avance	5 999	5 999	
Total	3 137 364	2 930 671	206 693

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B - Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1) :				
A un an maximum à l'origine	4 474	4 474		
A plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	10 046 767	1 048 366	5 519 996	3 478 405
Fournisseurs et comptes rattachés	2 297 847	2 297 847		
Personnel et comptes rattachés	345 412	345 412		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	730 569	730 569		
Impôts sur les bénéficiaires				
Taxe sur la valeur ajoutée	30 667	30 667		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	-43 510	-43 510		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	79 056	79 056		
Groupe et associés (2)	70 101	70 101		
Autres dettes	2 130 314	2 130 314		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	124 717	124 717		
Total	15 816 414	6 818 013	5 519 996	3 478 405
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	137 024	10 424
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	137 024	10 424

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	118 999	124 669
Dettes fiscales et sociales	424 702	1 022 130
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	79 056	
Autres dettes	56 953	10 498
Total	679 710	1 157 297

Produits et charges constatés d'avance.

Produits constatés d'avance	31/12/2009	31/12/2008
Produits d'exploitation (plus-value sur lease-back)	124 717	379 217
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	124 717	379 217

Charges constatées d'avance	31/12/2009	31/12/2008
Charges d'exploitation	5 999	8 712
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	5 999	8 712

IV. – Affectation du résultat.

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2009.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale décide d'affecter le déficit de l'exercice soit -1 632 082 € au poste Report à nouveau. En application des dispositions légales, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.



AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

Rapport des Commissaires aux comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009
AUGROS C.P.
ZA du Londeau – rue de l'expansion- Cerisé – 61000 ALENCON

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société AUGROS CP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note "Faits caractéristiques de l'exercice" de l'annexe concernant l'incertitude pesant sur la continuité de l'exploitation et les mesures prises à ce stade pour y répondre mais dont les effets ne pourront être suffisants qu'à la condition d'une confirmation du redémarrage de l'activité déjà constaté sur le second semestre 2009 et le premier trimestre 2010 comme cela est expliqué au point "Perspectives 2010" de l'annexe.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2009 (cf. note perspectives 2010), dans un contexte de manque de visibilité sur le futur.

Par ailleurs, l'annexe expose les règles et méthodes comptables concernant à la comptabilisation relatives aux stocks et créances clients. Dans le cadre de notre appréciations des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et les informations fournies dans les notes "stocks" et "créances clients et autres" de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes relatives à l'évaluation des dépréciations des comptes clients ainsi que la valorisation des stocks.

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Nos travaux d'appréciation de cette analyse ont confirmé le caractère raisonnable des modalités retenues pour l'évaluation de ces éléments d'actifs et des provisions qui en découlent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

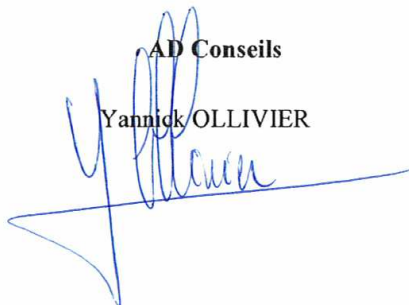
A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

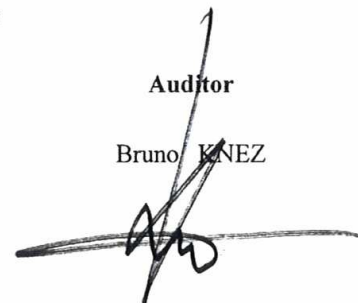
En application de la loi, nous vous signalons que vos capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital. Votre société devait régulariser cette situation avant le 31 Décembre 2008.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Sèvres et Paris, le 2 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

AD Conseils
Yannick OLLIVIER


Auditor
Bruno KNEZ


AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

**Rapport spécial des Commissaires aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

Exercice clos le 31 décembre 2009
AUGROS C.P.
ZA du Londeau – rue de l'expansion- Cerisé – 61000 ALENCON

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

ABSENCE D'AVIS DE CONVENTION ET D'ENGAGEMENT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ou engagement visés à l'article L. 225-86 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de l'engagement suivant approuvé au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice et jusqu'à la date du présent rapport.



AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

1- CAUTIONNEMENT ET GARANTIE

Nantissement

Membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance concernés :

- J. BOURGINE
- D. BOURGINE
- G. BOURGINE
- C. BOURGINE BOUCHER

Nature et objet :

- Lors de la réunion du 21 mars 2005, votre Conseil de Surveillance a autorisé le nantissement des actions ACP par la société P.F.B à hauteur de 130% du capital plus intérêts au profit de la Banque NSM Entreprise en garantie d'un prêt de 500.000€ consenti à la société MSV (notre filiale en 2005).

Taux : Euribor 6 mois + 1,80%

Capital restant dû au 31.12.2007 : 427 500€.

- Certaines banques créancières avaient en garantie des nantissements sur les actions des filiales.

En raison de la Transmission Universelle de Patrimoine intervenue en 17 mai 2006, il a été substitué un nantissement sur les actions Augros CP.

Le 7 septembre 2006, votre Conseil de Surveillance a autorisé le nantissement des actions Augros CP par la société P.F.B au profit des banques concernées avec la répartition suivante :

Y₀

AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 SEVRES

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

- Société générale : 101 248 actions en garantie d'une créance actuelle de 1.009.295€
- Natexis : 58.802 actions en garantie d'une créance actuelle de 502.804€.
- Banque Populaire : 58.802 actions en garantie d'une créance actuelle de 500.000€.

Echéance actuelle : septembre 2016

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Sèvres et Paris, le 2 juin 2010

Les Commissaires aux comptes

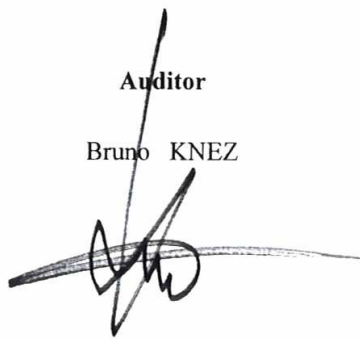
AD Conseils

Yannick OLLIVIER



Auditor

Bruno KNEZ



AD Conseils
Immeuble Le Cèdre
25, avenue de l'Europe
92310 Sèvres

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 PARIS

AUGROS COSMETIC PACKAGING

S.A. au capital de 2 283 933 €

**Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235
du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil de surveillance de la
société AUGROS CP**

Exercice clos le 31 décembre 2009
AUGROS C.P.
ZA du Londeau – rue de l'expansion- Cerisé – 61000 ALENCON

AD Conseils
25, avenue de l'Europe
92310 Sèvres

Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 Paris

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société AUGROS C.P., et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance, un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

✓/0

**INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE
RELATIVES A L'ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION
COMPTABLE ET FINANCIERE**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Y₀

AD Conseils
25, avenue de l'Europe
92310 Sèvres

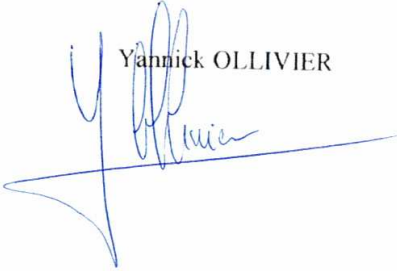
Auditor
25/27, rue Montorgueil
75001 Paris

Sèvres et Paris , le 2 Juin 2010

Les Commissaires aux comptes

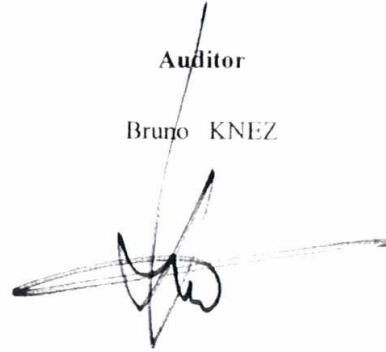
AD Conseils

Yannick OLLIVIER



Auditor

Bruno KNEZ



ASSEMBLEE GENERALE DU 24 juin 2010

PROJET DES RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les comptes consolidés.

L'exercice se solde par une perte de 1.632.082 euros.

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant à 56 648 euros et correspondant théoriquement à un impôt sur les sociétés de 18 883 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence au Directoire, au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L 225-86 et L 225-90 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice soit – 1.632.082 euros au poste « report à nouveau ».

En application des dispositions légales, nous vous informons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Directoire, fixe à 9 000 euros le montant global des jetons de présence alloués annuellement au Conseil de Surveillance, pour l'exercice en cours et les exercices suivants jusqu'à intervention d'une nouvelle décision.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès verbal pour l'accomplissement de toutes formalités au greffe du tribunal de Commerce.

